

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 31 octobre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]	31
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. KATZ-SUCHY (Pologne) dit que la Commission manquerait à sa tâche si elle se contentait de passer en revue les réalisations des Nations Unies dans le domaine du développement économique. La discussion générale doit avoir une portée bien plus vaste; il faut qu'elle porte sur la situation actuelle des pays insuffisamment développés considérée dans le cadre des tendances à long et court terme qui exercent une influence sur la situation économique générale du monde.

2. La délégation polonaise a toujours été à l'avant-garde des délégations qui ont essayé d'apporter des solutions constructives au problème du développement

économique. Elle a pris une part active à l'élaboration des résolutions fondamentales concernant l'assistance technique et s'est intéressée de très près aux mesures destinées à favoriser la réforme agraire, au problème de la répartition du revenu national dans les pays insuffisamment développés et aux mesures destinées à favoriser un développement économique intégré. En dépit des tentatives faites, notamment par la délégation des Etats-Unis, pour obtenir leur rejet, les propositions de la délégation polonaise ont en général obtenu l'appui unanime de la Commission, ce qui montre qu'elles répondaient bien aux besoins des pays insuffisamment développés. Tout en s'efforçant de rester toujours au contact des réalités, la délégation polonaise a évité l'étroitesse de vues de ceux qui ont essayé de limiter la discussion du problème du développement économique aux questions d'ordre purement technique, sans prendre en considération l'ensemble de la situation économique, sociale et politique des régions insuffisamment développées. L'objectif principal des efforts visant à développer l'économie de ces régions consiste à favoriser leur indépendance politique et économique, dans l'intérêt du progrès social, du bien-être de leurs populations et de la paix internationale. Après des années de discussions, qui n'ont porté que sur des aspects particuliers du problème, l'Organisation des Nations Unies doit maintenant décider dans quel sens elle va concentrer ses efforts; elle devra fonder ces décisions sur une analyse correcte de la situation économique, sociale et politique des pays insuffisamment développés.

3. La délégation polonaise regrette que la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient n'aient pas publié leurs études annuelles avant l'ouverture de la

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

session de l'Assemblée générale. Le *Rapport sur l'économie mondiale 1950-1951* (E/2193) et les données reproduites dans les bulletins de statistique des Nations Unies ne suffisent pas à combler cette lacune; toutefois, les renseignements que l'on possède suffisent à montrer qu'au cours des deux dernières années les pays insuffisamment développés n'ont réalisé que des progrès économiques insignifiants. Le *Rapport sur l'économie mondiale 1950-1951* constate une nette tendance à la stagnation et indique que la production industrielle des pays insuffisamment développés n'a augmenté que dans une faible proportion. Comme par le passé, leur économie est restée entièrement fondée sur la production et l'exportation de denrées alimentaires et de matières premières industrielles et, dans ces pays, la conjoncture économique a été déterminée par l'évolution du rapport des échanges et de la balance des paiements qui sont, de ce fait, restés à un point critique. L'évolution récente du marché capitaliste mondial, qui a subi l'influence de la militarisation de l'économie des principaux pays capitalistes, a considérablement diminué les possibilités de développement économique des pays insuffisamment développés. Ces pays ont vu la valeur de leurs exportations baisser sensiblement, ce qui a entraîné un grave déséquilibre de leur balance des paiements. Le déficit des républiques de l'Amérique latine à l'égard des Etats-Unis d'Amérique au titre des paiements courants est passé de 167 millions de dollars en 1950 à 541 millions de dollars en 1951; la situation excédentaire du premier trimestre 1951 s'est complètement renversée par la suite et a fait place, dans les trimestres suivants, à des déficits de plus en plus grands. On peut constater une tendance semblable dans d'autres pays producteurs et exportateurs de matières premières.

4. Naturellement, cette évolution a accentué les pressions inflationnistes inhérentes à la structure économique des pays insuffisamment développés. Les prix de gros ont continué à monter en 1951 et en 1952, comme le montrent les statistiques du numéro d'octobre du *Bulletin mensuel de statistique*. Le coût de la vie s'est également élevé, aggravant ainsi la situation des travailleurs de ces pays. L'abaissement du niveau de vie et la hausse des prix ont rétréci le marché intérieur et souvent provoqué du chômage dans le secteur industriel. En résumé, la situation actuelle des pays insuffisamment développés se caractérise par l'insuffisance du développement industriel, l'aggravation de la situation de leur balance des paiements, l'accroissement de la pression inflationniste, la hausse constante des prix et la diminution continue du niveau de la consommation.

5. Tels sont les résultats de l'exploitation économique impitoyable qu'exercent depuis longtemps les Puissances impérialistes. La situation a été aggravée, en outre, par le changement de situation intervenu récemment chez les principales Puissances capitalistes, particulièrement les Etats-Unis d'Amérique, dont la militarisation croissante a rendu plus aiguë la lutte pour les matières premières et renforcé chez les Puissances industrielles la détermination de conserver sous leur contrôle exclusif les débouchés extérieurs capables d'absorber l'excédent de leur production industrielle. Cette tendance, associée à leur soif ardente de bénéfices et à leur volonté d'empêcher tout commerce entre l'Est et l'Ouest, a accentué la crise qui sévit dans l'économie capitaliste mondiale. A son tour, cette crise a accru l'instabilité économique dans les pays insuffisamment développés et a récem-

ment exposé ceux-ci à une forme nouvelle et brutale de suzeraineté.

6. Cette nouvelle évolution ressort des statistiques relatives aux investissements privés étrangers depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les investissements des Etats-Unis d'Amérique à l'étranger sont passés de 8.400 millions de dollars à la fin de l'année 1945 à 14.900 millions de dollars à la fin de 1951, et ces investissements ont rapporté environ 900 millions de dollars en 1946 et 2.300 millions de dollars en 1951. Les augmentations ci-dessus sont dues principalement à un accroissement général du taux des bénéfices faits par les sociétés américaines qui exercent leur activité à l'étranger. M. Katz-Suchy cite des chiffres pour montrer que l'Amérique latine, suivie par le Moyen-Orient, le Canada et les territoires qui constituent ce que l'on appelle les dépendances des pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), où les Puissances européennes étaient autrefois les seules à investir des capitaux, sont les principales sources de ces bénéfices. Les capitalistes américains manifestent également un intérêt particulier pour les ressources naturelles de l'Afrique et ce continent est considéré comme une réserve de matières premières stratégiques: c'est avec des capitaux américains que sont exploités l'uranium au Congo belge, le cuivre et l'amianté en Rhodésie du Sud et le cuivre et le cobalt en Rhodésie du Nord. L'Anglo-American Corporation contrôle maintenant plus de quarante sociétés sud-africaines et rhodésiennes et les capitaux américains envahissent également le Maroc français. En Asie, les Etats-Unis assument le rôle que jouait autrefois le Royaume-Uni. L'Inde procède maintenant, tant à l'exportation qu'à l'importation, à des échanges commerciaux plus importants avec les Etats-Unis qu'avec le Royaume-Uni.

7. En ce qui concerne la répartition entre les diverses industries des revenus provenant des investissements directs, la première place revient aux revenus de l'exploitation du pétrole qui atteignent 45 pour 100 du total. En Amérique latine, les revenus des capitaux investis directement dans l'industrie du pétrole, les mines, la métallurgie et l'agriculture représentent 87 pour 100 du total; les chiffres pour les pays membres de l'OECE et les pays du Moyen-Orient sont du même ordre de grandeur. Les bénéfices que les monopoles américains retirent ainsi dans les pays insuffisamment développés sont rendus possibles par l'exploitation inhumaine de la main-d'œuvre locale. Le représentant de la Pologne cite le *New York Herald Tribune* et le *Wall Street Journal* à propos des débouchés avantageux qui existent en Amérique latine pour les capitaux américains et il déclare qu'en 1951 la Creole Petroleum Corporation, par exemple, a fait un bénéfice de 36 cents par dollar de capital, ce qui représente un super-bénéfice d'environ 14.000 dollars par travailleur au service de cette société. Les bénéfices de la Chilean Exploration Company, filiale de l'Anaconda Copper, si on les compare aux salaires des mineurs chiliens, sont tout aussi élevés.

8. Les sociétés industrielles américaines enregistrent des résultats analogues. En résumé, tous les faits indiquent que les monopoles américains contrôlent de plus en plus l'exploitation des ressources naturelles dans les pays insuffisamment développés. La politique étrangère des Etats-Unis a donc, en premier lieu, pour

objet d'assurer à ces monopoles les conditions les plus favorables afin qu'ils puissent retirer des bénéfices aussi élevés que possible. M. Katz-Suchy cite pour illustrer ce point une déclaration faite par le Directeur des services financiers de la Standard Oil Company of New Jersey. Tous les moyens imaginables ont été employés pour amener les pays insuffisamment développés à accorder le régime le plus favorable aux capitaux privés américains. Cependant, les monopoles américains présentent sans cesse de nouvelles demandes, qui correspondent à leurs ambitions croissantes. Le but qu'ils poursuivent est la subordination de la vie économique et politique des pays insuffisamment développés à leurs propres fins et à leurs intérêts personnels.

9. On trouvera un exemple lumineux de leur attitude dans le programme en neuf points qui a été envoyé aux différents gouvernements du continent américain par la National Association of Manufacturers. Le représentant de la Pologne cite le programme en détail, tel qu'il est exposé dans le numéro du *New York Times* qui porte la date du 1er août 1952. Il déclare que ce programme vise à obtenir que les pays insuffisamment développés pratiquent la politique de la "porte ouverte" et permettent, sans aucune restriction, aux capitaux privés américains de pénétrer dans ces pays et d'y prospérer. La demande concernant un "traitement équitable" a pour objet de permettre aux sociétés américaines de dominer les marchés; tout contrôle gouvernemental sur les transactions intérieures et extérieures doit être éliminé; les impôts doivent être réduits et les bénéfices ne doivent connaître aucune limite; enfin, les questions de main-d'œuvre doivent être réglées conformément aux intérêts des monopoles afin d'accroître la productivité par ouvrier, et augmenter ainsi le taux des bénéfices.

10. M. Katz-Suchy explique que s'il a parlé en détail du programme en neuf points, c'est à cause des déclarations qui ont été faites récemment devant la Deuxième Commission. La contribution des Etats-Unis d'Amérique à la solution des problèmes qui se posent dans les régions insuffisamment développées peut se résumer ainsi: un plan d'esclavage économique et politique qui oblige les pays insuffisamment développés à renoncer à leur droit de suivre une politique indépendante et d'appliquer leurs propres plans d'industrialisation, et à subordonner leurs actes aux exigences insatiables de la machine de guerre américaine qui réclame toujours plus de matières premières.

11. Toutefois, les événements qui se sont produits récemment dans un grand nombre de pays insuffisamment développés montrent que la résistance opposée aux agissements des monopoles américains grandit sans cesse. Les peuples ont de plus en plus conscience que c'est l'exploitation impérialiste qui est la cause principale du retard économique de leurs pays, et ils se refusent à être exploités de la sorte. Ils commencent à demander le droit d'utiliser leurs ressources naturelles conformément à leurs propres intérêts et l'on trouve des preuves de cette évolution dans la presse américaine elle-même.

12. La lutte des populations des pays insuffisamment développés contre l'oppression et l'exploitation étrangères est qualifiée par les milieux dirigeants américains de "nationalisme". D'après la doctrine américaine officielle, un "nationaliste" est un homme qui veut protéger l'indépendance et la souveraineté de son pays, qui

refuse d'accepter l'exploitation coloniale et qui lutte pour le véritable progrès économique et social. Les milieux dirigeants américains utilisent tous les moyens possibles pour entraver ce mouvement dans les pays insuffisamment développés. On a invoqué l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et M. Trygve Lie a lancé un avertissement contre l'"essor du nationalisme". Le Fonds monétaire international s'efforce de persuader les pays insuffisamment développés qu'il n'est pas judicieux de leur part de s'industrialiser et qu'ils ont tort de protéger leurs nouvelles industries. Les savants bourgeois fournissent des arguments pseudo-scientifiques pour défendre le malthusianisme et d'autres théories suivant lesquelles les problèmes qui se posent dans les pays insuffisamment développés ne peuvent pas recevoir de solution.

13. Les événements récents ont cependant démontré l'inexactitude de ces arguments et prouvé qu'un développement économique rapide est possible. Cette preuve en est fournie par le magnifique développement de certaines régions de l'Union soviétique qui, avant la Révolution d'octobre, étaient en retard, par les progrès réalisés dans les démocraties populaires de l'Europe orientale, et par les résultats obtenus récemment dans la République populaire de Chine. Citant en exemple son propre pays, M. Katz-Suchy fait remarquer que la Pologne, avant la deuxième guerre mondiale, répondait à tous les points de vue à la définition d'un pays dont l'économie était insuffisamment développée. Son revenu national par habitant était l'un des plus bas d'Europe, son agriculture était peu avancée, son industrie était surtout consacrée à l'extraction des matières premières. L'exploitation de l'économie par les capitaux étrangers et l'importance minime des investissements résultant du manque de capitaux nationaux ont amené entre 1913 et 1938 une diminution importante de la production dans la plupart des branches de l'industrie. En Pologne, avant la guerre, le chômage était très élevé dans l'industrie et le sous-emploi dans l'agriculture posait un problème en apparence insoluble; l'analphabétisme sévissait et les conditions de l'habitation et de l'hygiène étaient parmi les plus mauvaises d'Europe.

14. Mais tout cela appartient au passé. Par de nombreuses réformes sociales, comme la nationalisation de l'industrie, des banques et des transports, la Pologne a finalement réussi à prendre en mains le développement de son économie suivant un plan national dont l'objectif fondamental est d'augmenter la production en vue de créer les conditions nécessaires pour relever progressivement le niveau de vie de la population laborieuse. Une réforme agraire radicale a été accomplie et le commerce extérieur a pris l'extension exigée par le développement économique.

15. Ces réformes de structure ont permis de réaliser d'importants progrès. La Pologne produit actuellement trois fois plus qu'en 1938. Son équipement industriel a été modernisé et augmenté, de nouvelles branches d'industries ont été créées et la production de matières premières s'est fortement accrue. On s'est attaché tout particulièrement à développer la production agricole, et les cultivateurs disposent maintenant de machines agricoles du type le plus moderne et d'importantes quantités d'engrais chimiques. Le chômage dans l'industrie a disparu et le problème du chômage dans l'agriculture a été résolu de façon satisfaisante. Les résultats favorables obtenus dans l'industrie et l'agriculture ont

permis de relever le niveau de vie de la population. La consommation par habitant de denrées alimentaires essentielles est bien supérieure au niveau d'avant guerre et des sommes de plus en plus élevées sont consacrées à la construction de logements et aux services sociaux.

16. L'exemple de la Pologne montre qu'il est possible aux pays dont l'économie est peu avancée de réaliser un développement économique rapide dans tous les domaines. Il prouve que le développement de l'industrie lourde, ainsi que l'augmentation de la production de machines-outils, est l'une des conditions essentielles au développement de toutes les branches de l'industrie. Il démontre que l'industrialisation et le relèvement des niveaux de vie peuvent aller de pair. Les progrès réalisés en Pologne sont dus aux réformes de structure réalisées dans les domaines social et économique, ainsi qu'à l'attitude du peuple polonais, mais elles sont dues également à l'aide généreuse accordée par l'Union soviétique qui a fourni des matières premières, des biens d'équipement et des conseils techniques. Les relations entre la Pologne et l'Union soviétique sont fondées sur le respect mutuel des droits souverains des deux parties, et l'assistance reçue renforce l'indépendance politique et économique de la Pologne.

17. Ce que vient de dire M. Katz-Suchy n'implique pas que la délégation polonaise désire imposer aux autres ses méthodes de développement économique. Au contraire, il est fermement convaincu que tous les pays doivent rechercher la solution des problèmes économiques auxquels ils ont à faire face en tenant compte de leur propre situation. Il croit cependant que pour pouvoir réaliser de véritables progrès d'ordre économique et social, les conditions suivantes doivent être remplies : i) il faut permettre aux pays insuffisamment développés d'établir leurs propres programmes de développement économique, sans ingérence étrangère ; ii) il faut mettre en œuvre les réformes agraires appropriées ; iii) il faut dégager l'économie des pays insuffisamment développés de l'emprise des monopoles étrangers ; iv) il est nécessaire de réaliser une meilleure distribution du revenu national en faveur des travailleurs ; v) il faut enlever à l'économie des pays insuffisamment développés son caractère colonial en diversifiant la production ; vi) les pays insuffisamment développés doivent avoir libre et égal accès aux matières premières et aux biens d'équipement dans les conditions normales du commerce international ; vii) toutes les mesures prises doivent avoir pour objectif essentiel de renforcer l'indépendance économique et politique des pays insuffisamment développés et d'assurer le relèvement progressif du niveau de vie de leur population. Telles sont les conditions préalables à tout véritable développement économique, et c'est seulement en s'attaquant aux questions fondamentales que les Nations Unies peuvent espérer faire progresser la cause des pays insuffisamment développés, ce qui est l'un des principaux objectifs de la Charte.

18. M. LEE (Chine) déclare que l'Assemblée générale, dans sa résolution 400 (V), a reconnu deux principes qui revêtent une importance fondamentale : premièrement, il est essentiel d'accélérer le développement économique des pays insuffisamment développés si l'on veut développer l'économie mondiale et maintenir la paix et la sécurité internationales ; deuxièmement, pour accélérer ce développement, il est indispensable qu'une aide étrangère à la fois technique et financière vienne s'ajouter aux efforts déployés par les popu-

lations des pays insuffisamment développés. Il ne s'agit pas pour la Commission de décider si ces principes sont acceptables, mais d'élaborer une méthode qui permettra de les appliquer dans la pratique. Il faut donc établir une relation étroite entre les idées des diverses délégations à ce sujet et l'attitude qu'elles adoptent à l'égard de l'ensemble du problème des relations économiques internationales.

19. Le représentant de la Tchécoslovaquie a soutenu, au cours de la 195^{ème} séance, que tous les maux dont souffrent les pays insuffisamment développés sont imputables au "pillage", à l'accaparement et à l'impérialisme des pays plus développés. On ne saurait aborder le problème en employant la méthode naïve qui consiste à appliquer, dans le cadre des relations économiques internationales, la théorie communiste de la lutte des classes, en divisant arbitrairement le monde libre en deux camps et en imaginant un conflit lorsqu'il devrait y avoir de la coopération.

20. La distinction entre les pays développés et les pays insuffisamment développés n'est pas nettement tranchée. Bien qu'il y ait des différences entre ces deux grandes catégories de pays quant aux intérêts et aux besoins, il n'existe entre elles aucun conflit fondamental qui ne puisse être réglé au mieux des intérêts de chacun et de façon satisfaisante autour d'une table de conférence.

21. En sa qualité de représentant d'un pays insuffisamment développé, M. Lee a pleinement conscience de l'incidence que peuvent avoir l'impérialisme et l'exploitation économiques. Il ne saurait en aucune façon approuver l'impérialisme, mais chacun doit reconnaître que les relations entre les pays développés et les pays insuffisamment développés n'ont pas toujours été avantageuses uniquement pour les premiers. Les résultats des progrès techniques récents enregistrés dans les pays plus développés sont constamment mis à la disposition du reste du monde. Néanmoins, tout en réaffirmant qu'il n'y a pas uniquement des exploités et des exploités, M. Lee reconnaît qu'il n'y a pas égalité entre la situation économique des pays développés et celle des pays insuffisamment développés. Ces derniers sont particulièrement vulnérables à deux points de vue. Les pays industrialisés produisant des biens de consommation de meilleure qualité et mieux présentés, les populations des pays insuffisamment développés voient se multiplier leurs besoins sans disposer des moyens qui leur permettraient d'y répondre. L'unique solution consiste à accroître la productivité dans les pays insuffisamment développés, mesure d'ailleurs indispensable pour le développement du commerce extérieur des pays industrialisés et pour le maintien du plein emploi dans ces pays. En second lieu, une dépression économique dans un pays industrialisé risque d'avoir de très graves répercussions dans les pays insuffisamment développés, dont l'économie repose le plus souvent sur l'exportation d'un ou deux produits primaires. Tous les pays se doivent donc de contribuer à remédier à cette situation.

22. Dans les rapports d'experts sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986) et les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), sont recommandées certaines mesures à adopter sur le plan national et sur le plan international. Ces rapports tiennent compte dans une large mesure de la question du financement. Il a été proposé de créer une société

financière internationale et également d'établir un fonds spécial pour l'octroi de subventions aux pays insuffisamment développés. M. Lee est heureux de constater que ces deux propositions font actuellement l'objet d'une étude approfondie, mais étant donné que les résultats de cette étude ne seront connus qu'en 1953, il estime qu'il serait préférable d'ajourner l'examen de ces propositions.

23. Des progrès sensibles ont été réalisés, ainsi qu'il ressort de l'inventaire que le représentant des Etats-Unis a fait, au cours de la 198ème séance, de l'œuvre accomplie au cours des sept dernières années. Toutefois, si rassurants que soient ces progrès, il faut admettre qu'ils n'ont pas été aussi étendus que les pays insuffisamment développés l'auraient voulu. Afin d'obtenir un développement plus rapide, il faut déterminer les causes réelles qui en entravent le progrès. M. Lee ne pense pas que les difficultés proviennent des pays insuffisamment développés eux-mêmes. Ce n'est certes pas une tâche aisée pour ces pays que de créer une atmosphère favorable au développement et aux investissements étrangers, mais les obstacles de cet ordre ne sont pas insurmontables. Toutefois, même lorsque le financement est assuré, les pays insuffisamment développés découvriront sans doute qu'ils ont encore d'autres problèmes à résoudre.

24. M. Lee explique qu'au cours des années qui viennent de s'écouler, son pays a acquis une certaine expérience dans l'utilisation des investissements étrangers. A Formose, siège provisoire de son gouvernement, des progrès considérables ont été réalisés en matière de reconstruction et de développement économiques. Les efforts ont principalement porté sur la production d'énergie et la fabrication d'engrais, toutes deux essentielles à la vie économique de l'île. Formose a eu la chance de disposer des ingénieurs et du personnel technique nécessaires, dont la plupart ont reçu leur formation à l'étranger; elle a également eu la chance de pouvoir faire face d'une manière efficace au problème de l'infiltration communiste, et de jouir par conséquent d'une stabilité sociale relative. En deux ans, la production d'énergie s'est élevée de 854 millions de kWh en 1949 à 1.285 millions de kWh en 1951; celle des engrais s'est élevée de 46.000 tonnes métriques en 1949 à 110.000 tonnes métriques en 1951.

25. Bien qu'on puisse considérer un tel résultat comme une parfaite réussite, l'évolution même du développement économique a donné naissance à certains problèmes, dont le plus important est le problème de la monnaie nationale. La délégation chinoise estime qu'il faut compléter l'examen de la question des investissements en devises par une étude des dépenses en monnaie nationale entraînées par ces investissements et qu'il faut établir une distinction nette entre ces deux catégories car elles ont des incidences économiques différentes. Dans certaines conditions, il se peut que la limite du développement économique d'un pays insuffisamment développé s'établisse non point en fonction des devises disponibles pour le financement, mais d'après la situation des avoirs en monnaie nationale. La distinction semble s'imposer d'une façon particulière lorsqu'il s'agit d'examiner le fonds spécial envisagé, étant donné qu'un grand nombre des usages auxquels on destine ce fonds correspondent à des dépenses à effectuer en monnaie locale.

26. Les obstacles qui s'opposent à un progrès rapide des pays insuffisamment développés ne sauraient être imputés à un manque de coopération de la part des pays plus avancés. Les Etats-Unis, par exemple, que l'on s'accorde en général à considérer comme le plus avancé parmi les pays industrialisés, ont versé des contributions énormes aux organisations de secours, d'aide et d'assistance techniques internationales. La participation de ce pays à la Croix-Rouge, à l'UNRRA, au FISE, à l'ECA, aux programmes de la MSA et du Point quatre a concouru au bien-être économique et à la préparation militaire de nombreux pays, y compris des pays insuffisamment développés. Le montant net de l'aide des Etats-Unis aux pays étrangers, du milieu de 1945 au milieu de 1949, s'est élevé à 35 milliards de dollars, soit 10,6 pour 100 du budget annuel des dépenses de ce pays. Ce chiffre est indéniablement impressionnant.

27. M. Lee se demande, dans ces conditions, quelle peut être la cause du retard dont souffre le progrès économique rapide que demandent les pays insuffisamment développés. Qu'est-ce qui empêche ou ralentit le libre afflux des capitaux vers ces pays? La réponse ne se trouve dans aucun rapport d'expert, mais elle est connue de tous. C'est la menace de l'agression et de l'infiltration communistes. Voilà la véritable cause de l'instabilité politique, de l'agitation et du malaise social dans le monde. Cette menace enlève tout attrait aux investissements de capitaux étrangers et détruit ce à quoi une faible mesure de développement avait permis d'arriver.

28. Un voyageur américain célèbre a écrit en 1951 que le Kremlin tournait des regards de plus en plus chargés de convoitise vers les champs pétrolifères de l'Iran et de l'Arabie saoudite, et qu'à l'intérieur d'un pays sur deux, pour ainsi dire, l'agitation, les menées subversives, la propagande et le sabotage communistes gagnaient en rapidité et en étendue. Le journal londonien *Economist* a souligné que dans les discussions de Colombo, comme dans toute autre tentative faite en vue de traiter sur le plan pratique les maux dont souffre le monde, les projets économiques demeureraient choses inutiles et vaines tant que l'on n'aurait pas créé la base politique solide sur laquelle ils doivent être édifiés. Les besoins les plus urgents sont évidemment ceux de la défense. Ce que l'*Economist* a dit du plan de Colombo s'applique avec autant de force à tout plan de l'Organisation des Nations Unies à élaborer dans l'avenir. Ce fait devrait être clairement noté et honnêtement reconnu.

29. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) s'abstiendra de répondre en détail au travestissement des faits et des mobiles qui a caractérisé une partie de la discussion, car les faits et mobiles ainsi dénaturés sont tellement loin de la vérité qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter; il se bornera donc à étudier certains principes fondamentaux dont la Commission devrait s'inspirer pour déterminer la manière dont la participation internationale au développement économique pourrait être le mieux organisée. C'est seulement en coopérant dans l'intérêt du bien commun que les pays avancés et les pays insuffisamment développés du monde peuvent atteindre les buts qu'ils se sont tous assignés.

30. La révolution industrielle, au Royaume-Uni, a donné naissance à certains problèmes sociaux, mais l'éveil de la conscience sociale des gouvernants de l'époque a eu pour résultat l'adoption d'une série de lois sur les entreprises industrielles et d'autres textes

plaît à constater que plus de 60 pour 100 des échanges internationaux sont réglés par le mécanisme efficace de compensation de l'Union européenne de paiements. Ces signes sont encourageants; ils montrent que l'Europe redevient à même de contribuer dans une large mesure au bien-être de tous les peuples. D'heureux présages se manifestent également dans d'autres parties du monde. Le Plan de Colombo, par exemple, est une initiative riche de promesses. Sur un plan différent, les commissions économiques régionales pourront apporter une aide toujours plus précieuse. Si manifestes que soient les troubles politiques dans le monde et leurs effets sur la vie économique, Sir Clifford estime qu'avec de la bonne volonté et de la patience les efforts conjugués des pays, des groupes régionaux et des Nations Unies devraient permettre d'accomplir de grandes tâches.

44. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) signale que

les journaux du matin annoncent que M. Gunnar Myrdal, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, a été victime d'un accident survenu au Danemark, près d'Elseneur. Il est persuadé que les membres de la Commission seront unanimes à lui témoigner leur sympathie.

45. M. BLOUGH (Secrétariat) remercie M. Lubin d'avoir porté ce fait à l'attention de la Commission. D'après un télégramme reçu du représentant des Nations Unies chargé des services d'information à Copenhague, M. Myrdal se rendait de Genève à Stockholm lorsque sa voiture a heurté un arbre. Fort heureusement son état est moins grave que ne le donnaient à penser les premières nouvelles reçues. Souffrant de contusions multiples, M. Myrdal a été hospitalisé à Elseneur jusqu'à ce qu'il puisse être transporté à Stockholm.

La séance est levée à 12 h. 30.